

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
19 place de l'Ancien Foirail  
32000 Auch

Auch, le 12/04/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BORIE INDUSTRIES**

3 rue des entrepreneurs  
47480 Pont-du-Casse

Références : 2024-0230-DP  
Code AIOT : 0006803376

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2024 dans l'établissement BORIE INDUSTRIES implanté BOIS D'ORNEZAN 32260 ORNEZAN. L'inspection a été annoncée le 12/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BORIE INDUSTRIES
- BOIS D'ORNEZAN 32260 ORNEZAN
- Code AIOT : 0006803376
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BORIE INDUSTRIES, filiale à 100 % du groupe Sangosse, a pour activité la fabrication d'anti-nuisibles sur appâts. Le site existe depuis 1989 sur la commune d'Ornézan, il est exploité sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 09 janvier 2007, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 21 juillet 2017 et du 26 mai 2021.

Le site est dédié à la fabrication de molluscide (20 t/j) et insecticide (10 t/j).

#### Contexte de l'inspection :

- Récolement

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

### 2) Constats

#### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Echeancier de mise en conformité	AP Complémentaire du 26/05/2021, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Consignes de sécurité	AP Complémentaire du 26/05/2021, article 7.3	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Vérification des dispositifs de protection foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
3	Identification des produits	AP Complémentaire du 26/05/2021, article 6.1	Sans objet
4	Localisation des risques	AP Complémentaire du 26/05/2021, article 7.1	Sans objet
5	Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux	AP Complémentaire du 26/05/2021, article 7.2	Sans objet
7	Installations électriques	AP Complémentaire du 26/05/2021, article 7.9	Sans objet
8	Systèmes de détection et extinction automatiques	AP Complémentaire du 26/05/2021, article 7.10	Sans objet
9	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 26/05/2021, article 8	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien tenu, quelques justificatifs doivent être présentés.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Echéancier de mise en conformité

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/05/2021, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, mise en conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Certaines dispositions des arrêtés ministériels applicables au site et définis à l'article 4 font l'objet d'un échéancier de mise en conformité : Article 5 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux entrepôts : surface de désenfumage supérieure à 2 % dans le local matières actives : 31 décembre 2021 articles 2.13 et 2.16 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux installations de combustion soumise à déclaration : installation de deux vannes automatiques redondantes placées en série asservies à une détection gaz et un pressostat placé sur la canalisation gaz naturel alimentant l'installation de combustion : 31 août 2022 article 2.14 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux installations de combustion soumise à déclaration : mise en place d'un dispositif de contrôle de flamme entraînant la mise en sécurité de l'installation de combustion et l'arrêt de l'alimentation en combustible : 31 août 2022
<b>Constats :</b>  Article 5: L'exploitant a rajouté un second exutoire au niveau du local de stockage des matières premières en janvier 2022. Article 2.13 et 2.16: L'exploitant déclare que les vannes ont été rajoutés en septembre 2022 et la détection de gaz courant année 2023. Article 2.14: L'exploitant déclare que le dispositif d'arrêt de flamme est en place et était opérationnel en 2021 lors de la précédente inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit justifier que les deux vannes automatiques redondantes placées en série sont asservies à une détection gaz et un pressostat placé sur la canalisation gaz naturel alimentant l'installation de combustion. L'exploitant doit justifier que le dispositif d'arrêt de flamme est en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2mois

### N° 2 : Vérification des dispositifs de protection foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>« Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>« Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>« La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. »</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter le rapport de vérification du dispositif de protection contre la foudre. Le rapport réalisé par la société EAS est daté du 8 février 2024, aucune non-conformité n'a été relevée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Identification des produits

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/05/2021, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fiches de données sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées .a minima les substances et mélanges dangereux selon le règlement n° 1272/2008, dit CLP. L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances, mélanges et des produits,</li> <li>• les fiches de données de sécurité (FDS) à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site,</li> <li>• les autorisations de mise sur le marché pour les produits biocides ayant fait l'objet de telles autorisations au titre de la directive n°98/8 ou du règlement n°528/2012.</li> </ul>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter l'inventaire des produits stockés. L'exploitant dispose du système SAP qui est un outil ERP de gestion des stocks qui permet via QuickView d'accéder à la base de données.</p> <p>Le jour de l'inspection, le stock de produit actif, le métaldéide était de 9 tonnes. L'outil de gestion permet d'appliquer des filtres sur l'état des stock : par rubrique ICPE, par mention de danger ou autres...</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter les fiches de données sécurité pour les métaldéides et les répulsifs. Leur mise à jour respectives datent de 2021 et 2023.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Localisation des risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/05/2021, article 7.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter le plan de zone à risque avec les différents potentiels de danger associé. Ce plan est présent dans la dernière révision de l'étude des dangers du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/05/2021, article 7.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment, à l'article 6.1, seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a été en mesure de présenter le plan général de stockage. Les matières actives, les matériaux et autres sont dans le même local et ne présentent pas de risque d'incompatibilité. Le registre informatique est accessible en permanence depuis l'extérieur du site via une connexion au logiciel SAP. 10 personnes ont accès à cet état des stocks et peuvent fournir l'information au SDIS en cas de besoin.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/05/2021, article 7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,</li> <li>• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),</li> <li>• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,</li> <li>• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,</li> <li>• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,</li> <li>• la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur</li> </ul> Sous 3 mois, l'exploitant devra avoir établi: <ul style="list-style-type: none"> <li>• une convention avec la société GERS BOIS MATÉRIAUX pour interdire, au sein de cette dernière, tout stockage de matériaux combustibles dans la zone des effets létaux significatifs, toute présence humaine permanente dans la zone des effets irréversibles et définissant les modalités</li> </ul>

<p>d'information et d'évacuation des salariés de l'entreprise et du public en cas d'incendie de l'entrepôt.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une consigne interne visant à informer dans les plus brefs délais le gestionnaire de la route communale n°6 en cas d'incendie du local des matières actives afin d'éviter l'accès de cette route au niveau de la portion impactée par la zone des effets irréversibles.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter la procédure d'alerte avec numéro de téléphone. La Convention n'a pas été réalisé avec la société Gers bois matériaux.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit établir une convention avec la société GERS BOIS MATÉRIAUX pour interdire, au sein de cette dernière, tout stockage de matériaux combustibles dans la zone des effets létaux significatifs [...] Il en attestera auprès de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2mois</p>

#### N° 7 : Installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/05/2021, article 7.9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter le certificat Q18, numéro 6764137-012-1 réalisé par l'APAVE qui atteste que l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Le rapport de vérification électrique au titre du code du travail ne comporte aucune observation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>



Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 8 : Systèmes de détection et extinction automatiques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/05/2021, article 7.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection et extinction automatiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 6.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence annuelle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces détecteurs doivent être installés selon les règles R7 de l'APSAD ou tout référentiel équivalent. Ils sont reliés à une centrale d'incendie déclenchant plusieurs sirènes intérieures, avec report d'alarme, en dehors des heures ouvrées, vers des personnes désignées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter le rapport de vérification réalisé par la société APS le 20 février 2024, 17 détecteurs ont été testés. Aucune observation n'a été relevée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 9 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/05/2021, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,</li> <li>• du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</li> <li>• du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul> <p>Le calcul permettant de définir le volume nécessaire de confinement ainsi que la solution de</p>

confinement retenue doivent être transmis, pour avis, à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mai 2021. Les dispositifs de confinement doivent être mis en place au plus tard le 31 décembre 2021.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

**Constats :**

L'exploitant a réalisé le calcul des besoins de rétention suivant le guide D9A, puis une expertise a été faite par le Bureau Veritas sur les rétentions à mettre en œuvre. L'exploitant a ensuite réalisé des travaux de mise en œuvre des volumes de rétention.

Lors de la visite de terrain, constat a été fait que les volumes de rétention sont en place.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

**Type de suites proposées :** Sans suite